

Groupe

TAPURA HUIRAATIRA



Question orale

(Séance du jeudi 2 octobre 2025)

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE
DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le 3 0 SEP. 2025

N° 10015

Adressée à Monsieur Cédric MERCADAL

Ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée

Objet : Conditions indignes des soins oncologiques en Polynésie française

Monsieur le ministre de la santé,

Nous sommes en plein mois d'Octobre Rose, un mois de mobilisation et d'espoir pour toutes celles et ceux qui luttent contre le cancer. Mais en Polynésie française, l'espoir s'efface trop souvent devant la réalité cruelle : nos malades sont abandonnés dans leurs souffrances.

Monsieur le ministre, l'oncologie, aujourd'hui, en Polynésie, c'est une catastrophe. Des témoignages alarmants s'accumulent. Nos malades ne sont plus soignés correctement. Certains, ceux qui en ont les moyens, préfèrent payer eux-mêmes leur évacuation sanitaire pour se faire soigner dans l'Hexagone. Et les autres, la grande majorité, restent ici, pris dans un système indigne de la Polynésie et du Pays de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité.

Je ne mets pas en cause nos deux oncologues, qui font tout ce qu'ils peuvent avec des moyens dérisoires. Mais comment accepter qu'un gouvernement qui a les moyens de payer des ministres, des cabinets, des voyages, de prêter de l'argent à une compagnie aérienne privée, d'étaler des centaines de milliards, soit incapable de donner à nos malades ce qu'il y a de plus précieux : le droit à des soins dignes et efficaces ?

La comparaison est douloureuse : en Nouvelle-Calédonie, ils ont réussi à recruter sept oncologues. Pourquoi ? Parce qu'ils offrent des contrats de deux à trois ans, stables et attractifs. Ici, au CHPF, nous proposons trois à six mois seulement. Résultat : un turn-over permanent, des protocoles de soins qui changent sans cesse, des malades perdus et angoissés.

Et vous imposez cette même précarité aux jeunes médecins spécialistes polynésiens, formés après plus de dix ans d'études exigeantes, et qui veulent revenir servir leur pays. Leur proposer des CDD de quelques mois, c'est leur envoyer un message clair : « Nous ne croyons pas en vous. » C'est une humiliation. Comment espérer retenir nos talents, comment construire une médecine d'excellence, si vous traitez nos propres spécialistes comme des intérimaires de passage ?

Et ce n'est pas seulement un problème de ressources humaines, c'est aussi un problème d'organisation. En Calédonie, c'est une clinique privée qui gère le traitement du cancer, avec une autonomie qui permet de recruter et de fidéliser. Ici, nous avons enfermé l'oncologie dans un service du CHPF, alors qu'il nous faut une structure dédiée : un Institut du cancer en Polynésie française. Mais par orgueil politique, vous refusez cette solution pourtant évidente et réaliste.

En outre, que dire du laboratoire d'anapath situé en face du stade Pater, prêt depuis plusieurs mois dont l'ouverture se fait attendre par manque d'inscription budgétaire. Conséquence : 70% des examens sont toujours expédiés en France avec des délais de réponse mettant en péril les traitements de nos malades.

Alors je vous pose la question, monsieur le ministre : quelles solutions concrètes comptez-vous mettre en place pour briser la spirale dramatique dans laquelle vous laissez nos malades du cancer ?

Parce que derrière cette maladie, il y a des visages, des familles, des Polynésiennes et des Polynésiens qui souffrent et qui n'ont pas le temps d'attendre vos hésitations politiques.

Je vous remercie de votre attention.

Edouard FRITCH